

Le président va-t-il être affaibli à Bruxelles ?

Emmanuel Macron se rend aujourd'hui à un sommet européen.

CLÉMENT SOLAL
CORRESPONDANT
À BRUXELLES (BELGIQUE)

PEUT-ON se permettre de pousser une réforme profonde des institutions de l'Union européenne (UE) sans garantie d'être en capacité de gouverner son propre pays ? La question se pose pour Emmanuel Macron depuis le second tour des élections législatives et la perte de sa majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le chef de l'État se rend ce jeudi à Bruxelles pour un sommet européen où il entend défendre une ambitieuse refonte des traités européens, comprenant une remise en cause de la règle du vote à l'unanimité des Vingt-Sept

dans certains domaines clés de la politique européenne, dont la fiscalité. Ainsi que la création d'une nouvelle « communauté politique européenne », sorte de second cercle de pays partageant les mêmes valeurs démocratiques et souhaitant, comme l'Ukraine, rejoindre l'UE.

Mais le leadership et l'assurance d'Emmanuel Macron au niveau européen sont-ils toujours de mise après la claque électorale de dimanche ? Ou son étoile européenne est-elle vouée à pâlir ? « Il s'agit visiblement d'une situation électorale inédite en France... Il ne sera dorénavant pas aisé pour le président français d'avancer ses priorités à la table des Vingt-Sept », pronostique déjà un diplomate

d'un grand pays européen. « Ses partenaires ne questionnent pas du tout la capacité de leadership de la France », assure-t-on pourtant du côté de l'Élysée.

Son leadership pourrait en prendre un coup

« Il a certes perdu sa majorité absolue, mais nous ne sommes pas non plus dans une situation de cohabitation. Emmanuel Macron continuera de siéger au Conseil européen, où il décide avec ses homologues des grandes orientations. Et les membres du gouvernement chargés de représenter la France lors des différentes réunions de ministres à Bruxelles resteront parmi ses soutiens et défendront donc toujours ses

positions politiques, pose Éric Maurice, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert-Schuman. Il a été réélu et figure parmi les dirigeants affichant le plus d'ancienneté. Sa capacité à impulser des décisions, et à créer une dynamique autour de sa personne n'est donc pas remise en cause. »

L'incidence sur l'influence du chef de l'État à Bruxelles serait dès lors à relativiser aux yeux de ce fin connaisseur des institutions de l'UE. Du moins à ce stade. « Beaucoup dépendra ensuite de sa capacité à faire passer des réformes au Parlement, qui constitue la grande inconnue, cette nouvelle configuration de l'Assemblée nationale étant inédite sous la V^e Républi-

que », nuance Éric Maurice.

Impossible à exclure, un scénario de blocage chronique au Palais-Bourbon risquerait de jeter une ombre sur la crédibilité de la parole d'Emmanuel Macron à Bruxelles. « En l'absence d'un contrat de coalition clair comme en Allemagne ou aux Pays-Bas, ses homologues s'interrogeraient en permanence sur la légitimité de ses prises de position européennes, et sur la présence d'une majorité derrière lui, l'autorisant à honorer ses engagements sur des réformes décidées à l'échelle de l'UE, s'inquiète une source du groupe Renew, où siègent les députés macronistes au Parlement européen. Le leadership du chef de l'État en prendrait nécessairement un coup. »